

"Dans la Babel de l'Union, toutes les langues sont égales" dans Le Figaro (13 avril 2004)

Légende: Le 13 avril 2004, commentant l'élargissement de l'Union européenne à dix nouveaux États membres, le quotidien français Le Figaro s'interroge sur le fonctionnement des institutions communautaires confrontées à la multiplication des langues officielles.

Source: Le Figaro. 13.04.2004. Paris: Le Figaro.

Copyright: (c) Le Figaro

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"dans_la_babel_de_l_union_toutes_les_langues_sont_egales"_dans_le_figaro_13_avril_2004-fr-31f68de1-9659-4c4b-b5bf-5e23d6bbeffe.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

Dans la Babel de l'Union, toutes les langues sont égales

Luc de Barochez

Selon le récit biblique, la multiplication du nombre de langues sur la terre est le fruit d'un châtement divin, destiné à punir les hommes d'avoir construit un édifice s'élevant jusqu'aux cieux, la tour de Babel. S'il est un endroit au monde où cette malédiction est un fléau quotidien, ce n'est plus à Babylone, mais à Bruxelles.

Avec onze langues (1) dans l'Europe des Quinze, le fonctionnement des institutions était complexe. Avec neuf de plus (2) dans l'Europe des 25, le casse-tête devient presque insoluble. Même l'ONU n'emploie que six langues ! Il y en aura vingt dans l'Europe élargie et peut-être vingt et une, en incluant le turc, si Chypre est réunifiée avant le 1^{er} mai.

L'Union européenne (UE) s'enorgueillit d'utiliser tant de langues, même si ce sont bien souvent des sabirs technocratiques. « *Nous sommes la seule organisation au monde où l'on applique le principe que toutes les langues sont égales*, explique Karl Johan Lonnroth, le directeur général de la traduction à la Commission européenne. *C'est une question fondamentale qui ressort de notre modèle social européen, de notre projet de paix.* »

Chaque citoyen européen doit avoir accès, dans sa langue, aux documents et décisions de l'UE. « *La majorité des Européens ne parlent que leur langue maternelle. S'ils ne comprennent pas ce que nous faisons, cela augmentera encore le déficit démocratique* », souligne Karl Johan Lonnroth. Et encore, les langues régionales ne sont pas prises en compte. Sinon, il faudrait fonctionner à 40 idiomes dans l'Europe des 25...

L'UE est la plus vaste enceinte de négociation politique du monde. Du même coup, elle est aussi une entreprise florissante de traduction et d'interprétation. Quelque 3 millions de pages sont produites chaque année par le service de traduction de la Commission. Plus de 11 000 réunions par an doivent être interprétées, sans compter le Parlement européen. Le coût devient vite prohibitif, sachant qu'un régime complet d'interprétation vers 20 langues nécessite la présence de 60 interprètes. Or chaque interprète coûte 660 euros par jour. Avec l'élargissement, le coût total du multilinguisme franchit la barre du milliard d'euros par an, contre 700 à 800 millions actuellement. C'est le prix à payer pour le maintien de la diversité linguistique.

Mathématiquement, 20 langues, ce sont 380 combinaisons possibles (estonien, portugais, hongrois-finnois, etc.). Il faut chercher longtemps pour trouver un interprète capable de traduire du grec en letton ou du slovène en maltais. La petite île de Malte a en effet réussi, lors des négociations d'adhésion, à imposer son idiome en tant que langue officielle de l'Union. Pour contourner le problème, les traducteurs et interprètes ont de plus en plus recours aux « langues relais ». Par exemple, l'estonien est d'abord traduit en anglais avant d'être traduit en portugais. Le risque est que le contenu s'appauvrisse et que les erreurs se multiplient.

Difficultés pratiques et contraintes budgétaires se conjuguent pour restreindre le multilinguisme. Dans les réunions ministérielles du Conseil ou lors des sommets des chefs d'État et de gouvernement, l'interprétation est intégrale. Chaque proposition de la Commission européenne est traduite dans toutes les langues de l'Union. Au Parlement européen, par souci démocratique, chaque député peut parler et entendre les interventions des autres dans sa langue maternelle.

Il en va tout autrement dans les réunions internes des institutions ou dans les groupes de travail du Conseil. Là, l'anglais s'impose comme la langue de communication dominante, au détriment du français qui régnait en maître dans les premières décennies de l'intégration européenne. Il s'agit d'ailleurs d'un « anglais de cuisine », appauvri et simplifié, mais compréhensible par beaucoup, dont le principe ressemble au « latin de cuisine » de la fin du Moyen Âge. Dans les groupes de travail du Conseil, seules les délégations qui le demandent bénéficient d'une interprétation. Elles se voient désormais octroyer un plafond budgétaire annuel. « *Nous défendons l'idée de besoins réels* », explique le directeur général des services d'interprétation, Marco Benedetti. « *L'interprétation étant une donnée rare et chère, il faut en limiter l'utilisation à ceux qui en ont*

besoin. »

Cela complique la tâche des fonctionnaires. Par exemple, à une réunion technique sur le niveau sonore des tondeuses à gazon, est-il préférable, pour défendre les intérêts nationaux de la France, d'envoyer l'expert qui connaît à fond la question, ou celui qui manie le mieux l'anglais et saura déployer la subtilité nécessaire pour convaincre ses partenaires ? Celui qui peut s'exprimer et être entendu dans sa langue dispose d'un avantage sur les autres. Car à Bruxelles aujourd'hui, comme jadis à Babylone, les enjeux linguistiques sont d'abord des questions de pouvoir.

(1) Allemand, anglais, danois, espagnol, finnois, français, grec, italien, néerlandais, portugais, suédois.

(2) Estonien, hongrois, letton, lituanien, maltais, polonais, slovaque, slovène, tchèque.